
JACQUES RUPNIK

LA POLOGNE
À L'HEURE AMÉRICAINE
ENTRE L'EUROPE
ET LES ÉTATS-UNIS

137

AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, LA POLOGNE s'est forgée des deux côtés de l'Atlantique une réputation de « meilleur ami de l'Amérique ». Cette image s'est cristallisée pendant la crise irakienne avec une contribution non négligeable de l'administration américaine – qui fit de la Pologne l'incarnation par excellence de la « nouvelle Europe » atlantiste saluée par Donald Rumsfeld – et de certains médias européens – qui présentèrent la Pologne comme un « cheval de Troie » américain (« un âne de Troie », ironisait un journal allemand) dans une Union européenne élargie. La Pologne dans son américanophilie serait-elle à l'Europe centrale postcommuniste, ce que la France a la réputation d'être dans son anti-américanisme en Europe occidentale : un révélateur, sans doute excessif, d'une tendance lourde de l'après-Guerre froide ?

Comme tout stéréotype, celui-ci contient une part de vérité. C'est envers les Américains que va en premier la sympathie des Polonais (56 %), alors que l'aversion la plus forte est envers les Gitans (61 %) et les Arabes (60 %)¹. Les Polonais sont divisés dans leur attitude envers les Allemands (36 % de sympathie et 38 % d'aversion) et connaissent un certain désamour avec les Français (48 % de sympathies fin 2004 contre 55 % deux ans auparavant) sans doute attribuable aux propos peu aimables du président Chirac à destination des nouveaux membres de l'UE.

1. Sondage CBOS présenté dans *Gazeta Wyborcza*, 3 décembre 2004.

Qu'il s'agisse hier de gouvernements de la gauche ex-communiste ou, aujourd'hui, de la droite conservatrice et cléricale, la politique étrangère de la Pologne affirme sans ambiguïté le primat de l'alliance avec les États-Unis. De même, l'opinion publique polonaise se démarque de la plupart des autres pays européens en gardant une image positive des États-Unis et un soutien plus prononcé aux États-Unis. Cette généralisation doit cependant être relativisée non seulement à cause de décalages importants entre l'attitude des élites et celle de la société, mais aussi parce que, jusqu'à maintenant, la posture pro-américaine n'était pas vécue en Pologne comme contradictoire avec un soutien à la construction européenne. Il semble cependant que cette complémentarité soit remise en cause par le nouveau gouvernement conservateur arrivé au pouvoir depuis l'automne 2005.

138 Nous essaierons, dans un premier temps, d'apporter quelques données et hypothèses explicatives concernant l'orientation américaine de la politique étrangère et de l'opinion polonaises. Il s'agira, dans un deuxième temps, de la relativiser en insistant sur la diversité parfois contradictoire de l'image des États-Unis, la différenciation entre les élites et l'opinion publique ainsi que des évolutions liées à la situation internationale ou à des stratégies de politique intérieure. Cela permettra de donner de la perception et des politiques polonaises envers les États-Unis une image plus nuancée (un soutien à la politique étrangère américaine n'implique pas un refus envers la perspective d'une politique étrangère européenne; une convergence avec les États-Unis sur la place de la religion et la « politique des valeurs » n'implique pas une identification avec un modèle économique et social « anglo-saxon ») et de nous interroger sur leur évolution au-delà de la phase de transition que l'Europe centrale a connue entre la chute du système soviétique et son intégration dans l'Union européenne.

LA POLOGNE PRO-AMÉRICAINNE ?

La division de l'Europe sur la guerre en Irak ne concernait pas tant la menace présumée du régime de Saddam Hussein que la relation transatlantique. Si la guerre en Irak représentait pour l'administration américaine un test de loyauté, les Européens de l'Est ont fait le choix américain face à l'alternative proposée par le couple franco-allemand. Sans hésitation dans le cas de la Pologne, avec prudence côté hongrois, tchèque ou slovène. La Pologne fut qualifiée par le président Bush de « meilleur ami » de l'Amérique et le président Kwasniewski rendit

la pareille en affirmant « si c'est la vision de George Bush, c'est la mienne »². Le Premier ministre polonais, Leszek Miller, figurait parmi les signataires de la « Lettre des huit » affirmant la primauté du « lien transatlantique garantie de notre liberté »³. La Pologne a participé à l'invasion même si le gouvernement a tardé à admettre que ses troupes d'élite avaient participé à l'opération « liberté irakienne »⁴. Le contingent polonais fort de 2 400 hommes fut de loin le plus important des pays d'Europe de l'Est (Ukraine 900, Roumanie 700, Bulgarie 334, Hongrie 300, Azerbaïdjan 151, Lettonie 122, Lituanie 105, Slovaquie 105, République tchèque 96, Albanie 70, Estonie 55, Kazakhstan 29) et la Pologne se vit confier l'une des « zones d'occupation » en Irak. Alors qu'à la fin de décembre 2005 le président ukrainien Viktor Iouchtchenko annonçait le retrait des derniers soldats ukrainiens et que la Bulgarie venait d'achever le retrait des siens, le gouvernement polonais de Kazimierz Marcinkiewicz annonçait qu'il prolongeait le mandat de ses troupes en Irak d'un an⁵.

Le leadership américain incontesté

Au-delà des vicissitudes de la situation irakienne et des conflits de politique intérieure, la Pologne a toujours su trouver un consensus des élites pour demeurer un allié exemplaire des États-Unis. L'opinion publique qui fut majoritairement hostile à la guerre reste néanmoins favorable au leadership américain et même à la politique de George Bush. Alors que dans tous les pays européens l'opinion désapprouve le président Bush plus que le leadership américain dans le monde, la Pologne est le seul pays où c'est l'inverse : 33 % désapprouvent Bush et 44 % le leadership américain (pour la France le chiffre est de 85 % et 69 % respectivement)⁶. De tous les Européens, ce sont les Polonais

2. David E. Sanger, « Alliances with Europe: Bush Redraws the Map », *New York Times*, 24 janvier 2003.

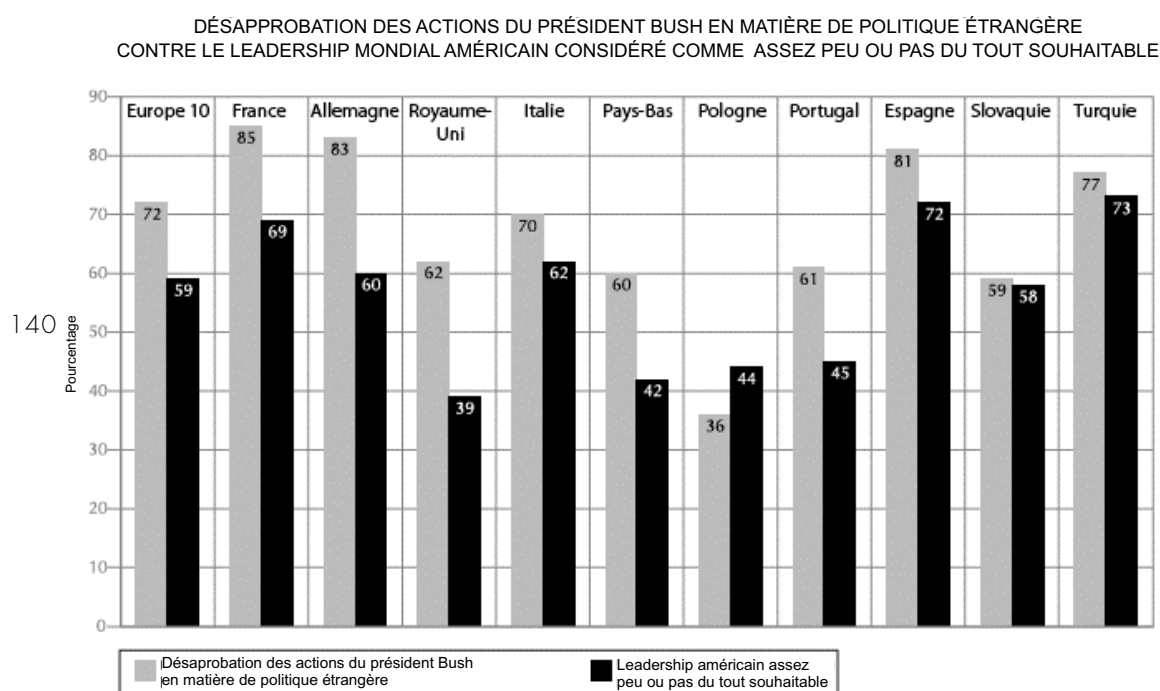
3. La lettre intitulée « United we stand » fut publiée dans le *Wall Street Journal* le 30 janvier 2003 (parmi les signataires figuraient les chefs de gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, du Danemark, de la Pologne, de la Hongrie et du président tchèque).

4. Ce n'est qu'après la publication d'une photo de soldat polonais posant avec un drapeau américain à Oum Qasr que le ministère polonais de la Défense a confirmé la présence d'un commando polonais.

5. *Le Monde*, 29 décembre 2005. Le contingent polonais fut ramené à 900 hommes. La Slovénie a décidé en février 2006 l'envoi en Irak d'un contingent de 4 soldats (David Beausoleil, « Des soldats slovènes en Irak », *Regards sur l'Est*, 20 février 2006).

6. German Marshall Fund of the US (GMFUS), *Transatlantic Trends 2005*, p. 6.

(48 %) qui souhaitent le plus une coopération plus étroite avec l'UE et avec les États-Unis, alors que la plupart des autres nations préfèrent une politique de l'UE plus indépendante (62 % des Néerlandais, 66 % des Italiens et 69 % des Français)⁷.



SOURCE. Transatlantic Trends 2005.

Le primat de la sécurité

Quels sont les principaux éléments d'explication de l'orientation « pro-américaine » de la politique étrangère polonaise soutenue, dans l'ensemble, par l'opinion publique ? Le plus important est sans conteste le primat de la sécurité, ancré dans une certaine lecture de l'histoire du XX^e siècle. Il y a ensuite l'appartenance à l'Occident, l'attachement aux valeurs partagées de part et d'autre de l'Atlantique, et le « rêve américain ». Il y a enfin la volonté polonaise, par son statut d'allié privilégié de Washington, de peser sur la scène européenne.

7. *Ibid.* La tendance s'est apparemment renforcée depuis l'entrée dans l'UE puisque en 2004 les proportions étaient de 44 % en Pologne et 31 % pour le reste de l'Europe alors que 38 % des Polonais souhaitaient une UE moins dépendante des États-Unis contre 52 % dans les autres pays de l'Union (GMFUS, Transatlantic Trends 2004).

Si consensus il y a dans les élites polonaises sur l'orientation principale de la politique étrangère, c'est d'abord parce que les États-Unis sont perçus comme les garants incontournables de la sécurité de la Pologne et, plus généralement, de l'Europe⁸.

Dans la crise irakienne, la France et l'Allemagne invoquaient le multilatéralisme et l'ONU, alors que la Pologne restait méfiante envers les organisations de sécurité collective et voyait dans l'OTAN et la présence américaine en Europe le garant de sa sécurité. La « sortie de Yalta » pour la Pologne se confondait d'abord avec l'entrée dans l'OTAN en mars 1999 bien avant l'adhésion à l'UE en mai 2004. La politique de la France et de l'Allemagne était perçue soit comme une chimère (la défense européenne avait démontré son inexistence dans les conflits des Balkans dans les années 1990), soit comme une menace inacceptable pour la cohésion de l'OTAN⁹. Vu de Pologne le problème central après le 11 septembre 2001 n'était pas de tenter d'équilibrer la puissance américaine, mais de tout faire pour préserver l'engagement américain en Europe.

Si le prix à payer pour cela signifie suivre les Américains dans le désert de Mésopotamie, cela est considéré comme un investissement dans la sécurité polonaise. La France craignait un monde unipolaire dominé par « l'hyperpuissance américaine » (Hubert Védrine), la Pologne n'avait aucune nostalgie pour le monde bipolaire et restait sceptique sur les vertus présumées d'un système multipolaire. Janusz Onyskiewicz, ancien ministre de la Défense (1997-2000), parlait « d'investissement dans la sécurité et de gratitude envers les États-Unis ». Adam Rotfeld, ancien ministre des Affaires étrangères, résumait la position polonaise ainsi en décembre 2003 : « Les Américains attendaient la solidarité européenne et la Pologne a agi en conséquence [...] Notre engagement en Irak renforce notre relation étroite avec les États-Unis au-delà de ce qui était anticipé [...] Le prestige polonais à Washington est à son zénith et cela a une grande valeur pour nous [...] car il s'agit du seul pays capable de garantir la sécurité polonaise¹⁰. »

8. Ce consensus, qui n'a connu que de rares exceptions comme l'opposition de Jacek Kuron à la guerre en Irak, est souligné par la plupart des observateurs tels que Aleksander Hall, « Intérêts communs et opinion individuelle », in *Rzeczpospolita*, 24 mai 2003.

9. Voir Jan Nowak-Jezioranski, « Czy NATO jest zagrożone ? » (L'OTAN est-elle menacée ?), *Gazeta Wyborcza*, 15 mai 2001.

10. Cité par Krzysztof Iszowski, « Polish-American Relations as Perceived by Polish Political Parties », in L. Kolarska-Bobinska, J. Kucharczyk, P.M. Kaczynski (dir.), *Bridges Across the Atlantic? Attitudes of Poles, Czechs and Slovaks Towards the United States*, Varsovie, Institute of Public Affairs, 2005, p. 92.

Pour des raisons analogues, le parti Droit et Justice, arrivé au pouvoir en octobre 2005, attachait une grande importance à l'installation de bases militaires américaines en Pologne. Selon son leader Jaroslaw Kaczynski, il convient de considérer ces bases comme « une nouvelle garantie de la position de la Pologne et de son indépendance¹¹ ».

L'empreinte de l'Histoire

Cette priorité des considérations de sécurité est, bien entendu, liée à une expérience historique et à une relecture de l'histoire européenne du XX^e siècle que l'on peut résumer de façon sommaire ainsi : à l'Amérique de Woodrow Wilson la gratitude pour la « résurrection » de l'État polonais en 1918 et surtout à l'Amérique de Ronald Reagan la gratitude pour son rôle décisif pendant la Guerre froide alors que les Européens se seraient contentés d'*appeasement* face à la domination soviétique de l'Europe de l'Est¹². Les Européens se seraient montrés des alliés peu fiables et Français et Britanniques sont même accusés de « trahison » en 1939¹³ et de mollesse face à « l'empire du mal ». L'accusation de trahison en septembre 1939 peut paraître d'autant plus surprenante que les deux pays incriminés ont déclaré la guerre à l'Allemagne de Hitler (certes sans pouvoir défendre la Pologne face à ses deux voisins) alors qu'ils avaient effectivement abandonné à son triste sort la Tchécoslovaquie un an plutôt. À l'inverse, Yalta, le symbole par excellence de la division de l'Europe entre Roosevelt et Staline en février 1945, ne nuit nullement à l'image des États-Unis.

En conséquence, l'Amérique est considérée non seulement par les élites politiques, mais dans une large mesure aussi par l'opinion, comme le seul allié fiable. Interrogés en 2004 pour savoir quel pays est un « vrai allié de la Pologne », les Polonais placent les États-Unis largement en tête (26 %) même si près de la moitié ne cite aucun pays. La Grande-Bretagne et la France ont la confiance de 12 % des Polonais et l'Allemagne seulement de 7 %¹⁴.

11. *Ibid.*, p. 97.

12. C'est la lecture que donnait Radek Sikorski, devenu en octobre 2005 ministre polonais de la Défense, « Losing the New Europe », *Washington Post*, 7 novembre 2003.

13. « Betrayal of European Allies in 1939 », selon Roman Kuzniar et Andrzej Szeptycki, « The Role of the United States in the Foreign Policy of the Third Republic Poland », in *Bridges Across the Atlantic?*, *op. cit.*, p. 116.

14. CBOS, 183/2004. Notons que la France avait la confiance de 16 % et de 24 % en 1990 et 1992 (soutien à la Pologne dans la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse dans les négociations « quatre plus deux » sur la réunification de l'Allemagne).

L'OTAN plutôt que l'Europe

Une troisième explication de l'engagement polonais aux côtés des États-Unis est que l'Amérique et l'OTAN ont la fonction d'un égalisateur de puissance sur la scène européenne. Il ne s'agit pas là de la menace russe, mais de l'Allemagne et du leadership autoproclamé du couple franco-allemand au sein de l'UE. Les dirigeants politiques comme les commentateurs s'accordèrent à présenter le soutien polonais à la politique américaine aussi comme un moyen de renforcer le poids de la Pologne au moment de son entrée dans l'UE. L'apparition, pendant la crise irakienne, d'un axe diplomatique Paris-Berlin-Moscou censé faire contrepoids aux États-Unis évoquait, vu de Varsovie, un « nouveau Rappallo » et ne pouvait que renforcer un réflexe atlantiste. Les propos récents de l'actuel ministre de la Défense Radek Sikorski (ancien responsable du New Atlantic Initiative de l'American Enterprise Institute à Washington), comparant l'accord germano-russe sur le gaz au pacte entre Hitler et Staline de 1939, montrent le degré de méfiance envers l'Allemagne et, plus généralement, la « vieille Europe ». Varsovie préconise un « OTAN de l'énergie¹⁵ » et obtient le soutien du vice-président Cheney qui, à Vilnius le 4 mai 2006, a dénoncé l'utilisation de l'énergie comme « instrument de manipulation et de chantage ».

Il y a aussi, chez les intellectuels issus de la dissidence, l'identification avec l'Amérique comme puissance antitotalitaire engagée dans la « promotion de la démocratie ». C'est ce qui explique que des figures telles que Adam Michnik, le directeur de *Gazeta*, ou l'historien Bronislaw Geremek aient adhéré au Comité pour la libération de l'Irak basé à Washington. Michnik expliqua ce choix non comme un reniement de l'engagement européen, mais précisément comme la continuation du combat antitotalitaire : la menace de la terreur islamiste du Sud remplaçait celle du communisme venu de l'Est¹⁶. Leur démarche, comme celle d'autres intellectuels centre-européens, était de dissocier leur allégeance atlantique héritée de la Guerre froide à leur présent

15. Sikorski affirma à Bruxelles que le projet de gazoduc qui doit éviter la Pologne était dans la « tradition de Molotov-Ribentrop » (cité par Daniel Dombey, « Setback for EU Energy Policy as Poles Protest », in *Financial Times*, 8 mai 2006). Voir aussi Philippe Ricard, « Berlin et Bruxelles récusent la proposition lancée par la Pologne d'un "OTAN de l'énergie" », *Le Monde*, 11 mars 2006.

16. Adam Michnik, « Nous, les traîtres de l'Europe », *Libération*, 8 avril 2002.

européen concrétisé par l'adhésion à l'Union européenne. Il est intéressant de noter cependant que les élites polonaises aient décidé d'ignorer superbement l'opposition à la guerre des deux figures polonaises les plus connues internationalement : le pape Wojtyła et Zbigniew Brzezinski.

144 Plus généralement, le discours des politiques comme celui des experts en Pologne fut, au cours de la dernière décennie, centré sur l'intégration dans les institutions « euro-atlantiques ». Au lendemain de la guerre, l'historien polonais Oskar Halecki avait développé l'idée que l'expansion soviétique vers l'Ouest avait conduit à un resserrement des liens entre l'Europe occidentale et les États-Unis donnant ainsi naissance à une communauté atlantique¹⁷. Il comparait le phénomène, résultat de la division de l'Europe, à la situation lors de la fin du premier millénaire lorsque la conquête musulmane de l'Espagne avait été « compensée » par la poussée de la christianisation vers le Nord et l'Est de l'Europe. La communauté atlantique fut donc liée à la perte de l'Europe centrale. Ce sont ceux qui en furent alors exclus qui y sont aujourd'hui les plus attachés.

Cet attachement à l'unité de l'Occident et de la « communauté atlantique » est présent dans les écrits de la plupart des analystes. Il suffit de citer les titres des articles de l'un des plus modérés d'entre eux, le directeur du Centre des relations internationales Janusz Reiter, pour cerner la préoccupation principale, le refus de choisir entre les deux rives de l'Atlantique : « Un faux choix », « Sans conflit de loyauté, être proche de l'Amérique n'implique pas s'éloigner de l'Europe », « L'Amérique est une puissance européenne »¹⁸.

Historiquement, depuis les partages de la fin du XVIII^e siècle, le dilemme géopolitique de la Pologne se situait entre la Russie et l'Allemagne. La crise transatlantique révélée par la guerre en Irak a confronté la Pologne pour la première fois à un choix entre l'Europe et l'Amérique qu'elle récusait ou en tout cas tenta d'éviter¹⁹. Cette orientation caractérisait sans doute le président Kwasniewski et le ministre des Affaires étrangères Cimoszewicz, qui affirmaient à Washington en décembre 2002 le double

17. O. Halecki, *The Limits and Divisions of European History*, University of Notre Dame Press, 1962 (1^{re} édit., 1950).

18. Janusz Reiter, « Un faux choix », *Gazeta Wyborcza*, 25 février 2000 ; « Pas de conflit de loyauté », *Gazeta Wyborcza*, 18 mai 2001 ; « L'Amérique comme puissance européenne », *Gazeta Wyborcza*, 15 décembre 2000.

19. Voir les contributions de Adam Rotfeld, Marcin Krol, Jacques Rupnik dans le recueil *New Geopolitics of Central and Eastern Europ* de la Fondation Batory, Varsovie, 2005.

objectif de « renforcer la position polonaise comme partenaire privilégié des États-Unis dans la région et comme acteur majeur en Europe »²⁰.

LA POLOGNE DANS L'EUROPE

Au cours de la « transition » de la chute du régime communiste en 1989 à l'entrée dans l'OTAN puis dans l'Union européenne en 2004, les élites polonaises n'étaient pas divisées entre « atlantistes » et « européistes », mais plutôt entre modernisateurs tournés vers les modèles et les institutions associés aux démocraties occidentales et des courants populistes ou nationalistes. Cette période de quinze ans est terminée et une nouvelle phase s'est ouverte depuis les élections législatives et présidentielle d'octobre 2005. L'arrivée au pouvoir du parti conservateur et eurosceptique Droit et Justice (PiS) des frères Kaczynski, puis la formation en avril 2006 d'une coalition avec deux partis ouvertement nationalistes et europhobes (ils avaient appelé à voter contre l'entrée de la Pologne dans l'UE lors du référendum de juin 2003), le parti populiste *Samoobrona* (Auto-défense) d'Andrzej Lepper et la Ligue des familles polonaises (LPR) de Roman Giertych, modifient en profondeur la donne politique intérieure : conservatisme, hostilité au libéralisme économique et réhabilitation du rôle de l'État qu'il faut « nettoyer »²¹. En politique extérieure, on note une accentuation du tropisme américain, mais qui s'accompagne cette fois d'une hostilité ouverte envers le projet d'intégration européenne. Les visites du président Lech Kaczynski à Washington en février 2006 et en mars à Berlin ont illustré cette dualité : l'effusion de sympathies réciproques à la Maison-Blanche et unité dans le « combat pour la liberté »²² et la consternation à Berlin face à la présentation d'une « vision de l'Europe nationaliste, eurosceptique à l'opposé de celle d'Angela Merkel et de son gouvernement »²³. Le frère du président, qui

20. Włodzimierz Cimoszewicz, intervention au CSIS, Washington, 14 décembre 2002, in *Polish Embassy Post*, Washington, printemps 2003. Il est à noter que M. Cimoszewicz qui apportait son soutien à l'intervention en Irak avait voté, ainsi que 162 députés de son parti, contre l'intervention de l'OTAN au Kosovo en mars 1999.

21. La lutte anticorruption et la décommunisation sont censées faire partie d'un processus de purification nationale (voir Jeffrey Fleishman, « In Poland, Twin Leaders Push Nationalist Agenda », *Los Angeles Times*, 12 mars 2006).

22. « The White House, President Bush welcomes President of Poland to the White House » (www.whitehouse.gov/news/releases 14 février 2006). Les entretiens ont porté sur l'UE, le Belarus, l'Ukraine, la Russie, l'Irak et l'Afghanistan.

23. Judy Dempsey, « Polish Chief Bears a New Vision of EU to Berlin », *International Herald Tribune*, 8 mars 2006.

dirige le parti, précisa que désormais dans les affaires européennes « la défense de notre intérêt national sera notre agenda quotidien et nos partenaires feraient bien de prendre bonne note de cela²⁴ ».

La « politique des valeurs »

Le nouveau ciment entre l'administration Bush et la Pologne des frères Kaczynski n'est plus seulement (comme c'était le cas pour le gouvernement de la gauche ex-communiste) le primat de la sécurité, mais une affinité idéologique plus profonde, qu'outre-Atlantique on appelle la « politique des valeurs » : religion, patriotisme et conservatisme social. Car la critique des élites qui ont dominé la transition après 1989 renvoie au péché originel de la « Table ronde », au compromis immoral entre ex-communistes et ex-dissidents. Les réserves 146 envers le libéralisme économique se doublent du rejet du libéralisme dans les mœurs de la société. Ce que la Pologne peut offrir à l'Europe matérialiste et décadente c'est précisément ce retour aux valeurs chrétiennes et à une politique qui s'en inspire. C'est là que se situe la convergence avec une administration américaine qui, elle aussi, invoque les valeurs traditionnelles, religieuses, familiales, et fait de la « promotion de la démocratie » l'objectif prioritaire du deuxième mandat du président Bush. Si le « retour du religieux » aux États-Unis est souvent présenté comme l'un des points de divergence avec une Europe de plus en plus sécularisée, la Pologne paraît, de ce point de vue, plus proche du modèle américain qu'europpéen. 95 % des Polonais croient en Dieu contre 92 % aux États-Unis et 70 % dans l'UE d'avant l'élargissement à l'Est (France 52 %, Allemagne 49 %, Hollande 59 %, mais aussi Espagne 82 %, Autriche 81 %, Italie 88 %). Retour à la politique des valeurs et changements de régime à la périphérie de la Russie (et exhortation à plus de démocratie à Moscou comme l'a fait le vice-président Cheney à Vilnius le 4 mai 2006, entouré du président polonais et d'autres représentants de la « nouvelle Europe ») donnent à la relation polono-américaine une dimension idéologique nouvelle.

On pourrait conclure qu'après avoir récusé le découplage entre l'Europe et l'Amérique pendant la crise irakienne le nouveau gouvernement polonais semble l'assumer et même y trouver un lien entre sa

24. *Ibid.* Cette orientation anti-européenne amena la démission en mai 2006 du ministre des Affaires étrangères Stefan Meller (remplacé par Anna Fotyga) et d'Irena Lipowicz du poste de responsable des relations germano-polonaises au MAE.

politique intérieure et sa politique extérieure. Il convient cependant de relativiser cette tendance pour plusieurs raisons.

Les intérêts économiques sont en Europe

Puisqu'il est tant question dans le discours du gouvernement polonais d'« intérêt national » à défendre, il n'est pas inutile de rappeler que les intérêts économiques de la Pologne sont en Europe. Le volume des investissements européens en Pologne est cent fois supérieur à celui des États-Unis. C'est en Europe que se situent son marché privilégié et ses partenaires commerciaux, c'est de là que viennent les subventions aux agriculteurs et les « fonds structurels » nécessaires pour moderniser les infrastructures de la Pologne.

Les dividendes de la politique américaine ne sont pas comparables. Les contrats pour la reconstruction de l'Irak sont rares et les compensations *offset* pour l'achat d'avions F16 américains en décembre 2002 (une semaine après le sommet de Copenhague annonçant l'élargissement de l'UE) décevantes. Il reste des satisfactions symboliques telle que la levée par le Sénat américain en mai 2006 de l'obligation de visas pour l'entrée des citoyens polonais aux États-Unis²⁵ ou des projets militaires tels que des bases américaines en Pologne ou la proposition américaine d'installer en Pologne son bouclier antimissiles²⁶.

147

Les évolutions de l'opinion

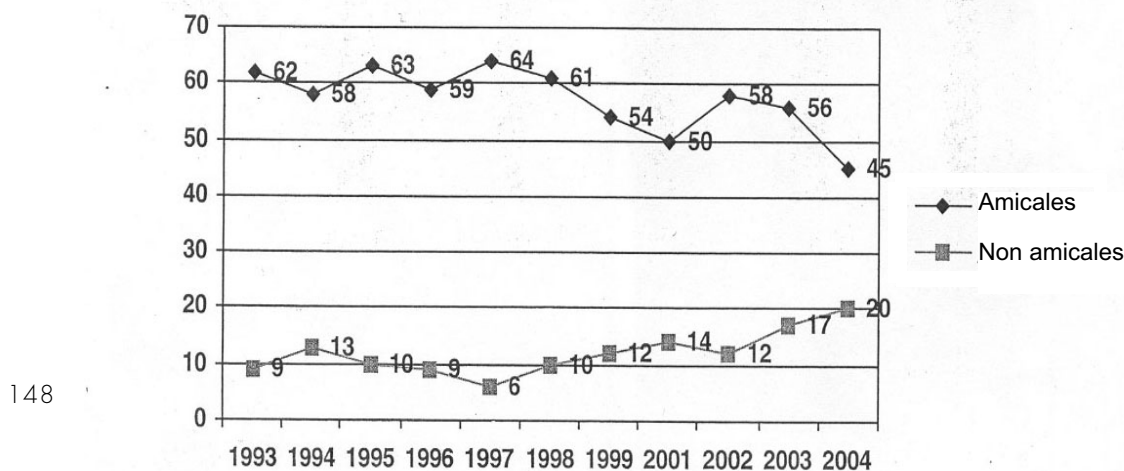
Deuxième raison de relativiser l'engouement actuel à Varsovie pour la politique de l'administration Bush, c'est qu'il n'est pas forcément partagé par l'opinion publique. C'était vrai pour la guerre en Irak qui avait le consensus des élites politiques, mais l'opposition des deux tiers de la population. Quand on demande aux Polonais si « par rapport à l'intérêt de la Pologne l'Union européenne est plus importante que les États-Unis » 79 % répondent positivement²⁷. Et surtout les sentiments envers les États-Unis ou envers les Américains sont susceptibles d'évoluer comme le suggère le tableau ci-dessous.

25. Le président Kaczynski a obtenu ce qui avait été refusé à son prédécesseur. L'amendement adopté par le Sénat le 17 mai 2006 ne nomme pas la Pologne, mais seul ce pays correspond aux critères énoncés : plus de 300 soldats en Irak, être membre de l'UE et ne pas être un risque de sécurité pour les États-Unis. C'est un succès important pour le gouvernement polonais, qui a aussi des conséquences pratiques étant donné l'importance de la diaspora polonaise vivant aux États-Unis (estimées à 8 millions d'habitants).

26. « On nous a demandé officiellement si nous étions toujours intéressés pour discuter de cette question. Bien évidemment nous avons répondu oui et nous attendons les détails », selon le vice-ministre polonais des Affaires étrangères W. Waszczykowski. *Le Monde*, 22 mai 2006.

27. GMFUS, *Transatlantic Trends* 2004.

*Attitudes amicales et non amicales
envers les Américains, 1993-2004*



Source: CBOS 1/2005.

Des réserves vis-à-vis du modèle libéral

Troisième élément, l'attrait du rêve américain ou de la puissance américaine ne signifie pas (comme on le répète souvent en France) une identification avec le modèle socio-économique libéral anglo-saxon²⁸. Certes, ceux qui, comme Leszek Balcerowicz, le père de la « thérapie de choc », au début des années 1990, ont mis en œuvre le passage à l'économie de marché s'inspiraient volontiers de modèles américains de Milton Friedman ou de Jeffrey Sachs. Il est aussi indéniable que l'économie américaine au cours des quinze dernières années affichait d'ailleurs des taux de croissance impressionnants et un taux de chômage faible alors que le « modèle rhénan » franco-allemand avait une croissance quasi nulle et un taux de chômage autour de 10 %. Il n'est pas évident, lorsqu'on sort d'un système étatiste de s'inspirer d'un « modèle » en panne. Mais force est de constater aujourd'hui que la Pologne a un gouvernement résolument pro-américain en politique étrangère et dans son conservatisme social, mais qui se détourne du

28. L'idée de la « nouvelle Europe » non seulement pro-américaine en politique étrangère, mais aussi libérale en économie, était saluée par certains éditorialistes (Anne Appelbaum, « Here Comes the New Europe », *Washington Post*, 29 janvier 2003).

<i>Pays</i>	<i>La propriété d'État dans les entreprises doit augmenter % d'approbation</i>	<i>Le système économique fonctionne bien en démocratie % d'approbation</i>
USA	10	78
Pologne	38	53
UE-15	15	76
France	12	50
Allemagne	12	88
Italie	13	67
Belgique	14	67
Pays-Bas	13	92
Suède	14	90
Gde-Bretagne	21	71
Irlande	14	80
Danemark	11	85

149

SOURCE. World Value Survey 2000.

libéralisme économique et réhabilite le rôle de l'État et la dimension sociale de l'économie de marché. Cette politique trouve d'ailleurs une résonance dans la société si l'on en croit les enquêtes sociologiques.

Il en va de même concernant la compétition sur le marché du travail. La proposition selon laquelle « la compétition sur le marché est une bonne chose. Cela stimule les gens à travailler plus et favorise l'innovation » était approuvée par 59 % des Polonais et par 58 % d'Européens dans l'UE des Quinze (avant l'élargissement à l'Est), alors que le chiffre était de 71 % pour les Américains.

La Pologne est, en fait, beaucoup plus proche de la France que des États-Unis quant à sa satisfaction (ou son insatisfaction) vis-à-vis du modèle économique actuel. De même les enquêtes réalisées par Pew Trust sur les attitudes envers les inégalités, le marché, le rôle de l'État et la responsabilité de l'individu montrent une convergence entre la Pologne et la « vieille Europe » et une nette différence avec le modèle américain²⁹.

29. The Pew Global Attitudes Project, *Views of a Changing World*, juin 2003, Washington D.C., The Pew Research Center, p. 71-105.

En conclusion, l'anti-américanisme, c'est-à-dire le rejet de l'Amérique pas seulement pour ce qu'elle fait, mais pour ce qu'elle est, n'est pas de mise en Pologne (ni ailleurs en Europe du Centre-Est). Il faisait partie du fond de commerce idéologique de l'ancien régime et il est, pour cette raison, aujourd'hui totalement discrédité. Même quand la majorité de la population est opposée (comme ailleurs en Europe) à la guerre en Irak, il ne viendrait à l'esprit de personne d'organiser une manifestation anti-américaine (à l'instar des capitales d'Europe occidentale), car cela rappellerait trop les pratiques orchestrées de l'ancien régime.

Le «rêve américain» reste vivace et les Polonais donnent les États-Unis comme première destination souhaitée en cas d'émigration. D'autant que c'est le choix qu'ont fait depuis la fin du XIX^e siècle des millions d'entre eux (les États-Unis compteraient près de 8 millions de citoyens d'origine polonaise) – une émigration tournée vers le pays d'origine et qui est devenue la base d'un lobby politique non négligeable dans la politique américaine. Ce lien fort a été transmis à la génération actuelle des dirigeants politiques polonais, postcommunistes ou postdissidents, «élevés à l'écoute de Radio Europe Libre et des bourses Fullbright»³⁰.

À côté du rêve américain, largement répandu, il y a le mythe américain de la société sans État, un modèle libéral qui a eu son attrait auprès des élites intellectuelles et politiques dans la chute du système communiste et dans la transition à l'économie de marché. Il n'est pas vraiment partagé par une société qui a subi le coût social des réformes (chômage à 20%). Reste cependant un paradoxe: c'est l'Union européenne qui est le plus souvent associée aux aspects sociaux négatifs des réformes économiques alors que les États-Unis ne souffrent pas d'une image de promoteur d'une mondialisation libérale. Enfin et surtout, du point de vue de l'équation «sécurité et liberté» qui fut au centre de la phase de transition postcommuniste, l'Amérique reste aux yeux des Polonais la «nation indispensable».

30. Radek Sikorski, «Losing the New Europe», art. cité.

R É S U M É

De tous les nouveaux membres de l'UE, la Pologne a apporté le soutien le plus explicite à la politique des États-Unis. La crise irakienne a conforté cette image réductrice. L'article examine d'abord les raisons de l'américanophilie polonaise, pour la relativiser dans un second temps: un soutien à la politique étrangère américaine, une convergence avec les États-Unis sur une « politique des valeurs » ne signifient pas adhésion au modèle économique et social « anglo-saxon ». Il est temps de donner une image plus nuancée de la position polonaise, américanophile et européenne, et de nous interroger sur l'évolution de ce pays au-delà de la phase de transition qu'elle a connue entre la chute du système soviétique et son intégration dans l'Union européenne.